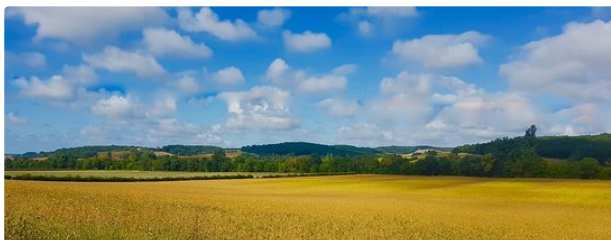


Loi d'urgence agricole en Commission Mixte Paritaire : le triomphe des lobbies, l'échec de la politique !

Communiqué de la Confédération paysanne



Loi d'urgence agricole en Commission Mixte Paritaire : le triomphe des lobbies, l'échec de la politique !

Position de la Confédération paysanne sur la loi d'urgence agricole :

"Avec un total mépris pour la santé des citoyen·nes et l'avenir des paysan·nes, les parlementaires de la commission mixte paritaire, avec les votes de la droite, du RN et du centre, ainsi que l'abstention des macronistes, se sont mis d'accord sur un texte de loi qui ne répond en rien aux urgences que traverse le monde agricole !

Alors que nous subissons de plein fouet, avec les canicules et les crises sanitaires, les conséquences du dérèglement climatique, et que les braises de la colère agricole sont encore chaudes, vouloir accélérer le modèle productiviste est d'une irresponsabilité sans nom !

Non, n'en déplaise aux soutiens de ce texte, tous les agriculteur·rices n'appellent pas de leurs vœux le retour de l'acétamipride, pas plus qu'ils ne souhaitent faire disparaître les zones humides ou faire, à leurs frais, du stockage de l'eau l'alpha et l'oméga de l'adaptation au changement climatique.

Oui, nous avons besoin d'eau pour produire, mais la priorité est de préserver la ressource, de prioriser les usages, d'organiser son partage, et non de permettre son accaparement, au mépris des réalités hydrologiques, scientifiques et économiques.

Oui, nous avons besoin de moyens de production, mais pas au détriment de la biodiversité, de la santé des citoyen·nes ou des autres filières agricoles, comme l'apiculture, fortement impactée par les pollutions aux pesticides.

Et à quoi bon produire toujours plus si c'est pour toujours moins de souveraineté alimentaire, moins de paysan·nes et des revenus toujours plus faibles, qui ne couvrent même plus notre travail ni nos coûts de production ?

L'urgence est de permettre aux paysan·nes de vivre de leur métier et de faire de l'agriculture une voie d'avenir pour les nouvelles générations.

L'urgence aurait été de faire en sorte que l'agriculture soit l'une des solutions aux bouleversements environnementaux, et non une partie du problème.

L'urgence, c'est de faire de l'agriculture un véritable projet de société, garantissant une alimentation de qualité pour toutes et tous, et non d'organiser les conflits d'usage et la guerre de l'eau.

La Confédération paysanne appelle les député·es, à l'occasion du vote du 20 juillet, à être à la hauteur de leurs responsabilités politiques.

Nous les appelons à sortir de l'allégeance aux oligarques agricoles et à l'agro-industrie, à privilégier l'intérêt général et celui de leurs concitoyen·nes, en rejetant ce texte mortifère."